

Querelle de minarets à Montpellier

Par [Sarah Finger, correspondante à Montpellier](#) — 4 décembre 2015 à 20:06 (mis à jour le 5 décembre 2015 à 00:35)



Farid Darrouf, le 7 mai. Aujourd'hui, il a jeté l'éponge. Photo Nanda Gonzague pour Libération

Le quartier populaire de la Paillade est marqué par la guerre de deux imams incarnant des visions opposées de l'islam.

C'est une histoire qui résume les affres de l'islam de France, tiraillé entre une conception républicaine et une forme plus traditionaliste. C'est l'histoire d'un imam qui a eu l'impression de prêcher dans le désert, en pleine tempête. Un imam aimé par tous, sauf par ses fidèles. Un imam qui a fini par jeter l'éponge, décrié par son prédécesseur, qui est aujourd'hui assigné à résidence.

L'affaire a pour décor les tours de la Paillade, quartier populaire du nord de Montpellier. Pendant près de dix ans a officié ici, au sein de la mosquée Averroès, l'imam Mohamed Khattabi. Né en 1961, possédant la double nationalité marocaine et canadienne, cet habile orateur est évincé début 2014 par les gestionnaires du lieu.

Ceux-ci estiment que leur imam, trop tumultueux, trop affranchi, est devenu ingérable. La séparation se passe mal, et Khattabi part créer sa salle de prière. Farid Darrouf entre alors en scène. Ce quinquagénaire aux charmantes manières succède à Khattabi, offrant un contraste saisissant. Son discours pacificateur, sa ligne progressiste le transforment en «bon client» pour les médias, et en précieux interlocuteur pour les autorités. Mais à la Paillade, Farid Darrouf ne séduit guère. *«Avec Khattabi, il y avait du monde à la mosquée. Avec Darrouf, elle s'est vidée»*, résume Mustapha (1). *«Au début on n'avait rien contre Darrouf, affirme Youssef. On le connaissait tous depuis longtemps, puisqu'il travaillait autrefois comme boucher dans le quartier.»* Mais rapidement, *«il a critiqué les gens d'ici, en évoquant des courants salafistes»*, se souvient Mustapha. *«Il nous disait qu'on n'était pas de bons musulmans. Il ne comprenait rien au mal-être des jeunes»*, estime Ahmed.

«Citoyenneté»

Ces témoins âgés de 30 à 40 ans décrivent l'imam Darrouf comme ambitieux, arrogant, avec des *«façons hautaines»*, une *«faim de notoriété et de pouvoir»*. Sa présence dans les médias énerve certains Pailladins, d'autant que l'imam défend des positions qu'ils ne goûtent guère. *«Il se présentait comme l'imam de la République contre l'extrémisme, dans une posture plus républicaine que celle des républicains»*, s'énerve Ahmed. *«Qu'il mette plus en avant les questions de citoyenneté que de religion, c'était trop»*, tranche Youssef. Même la préfecture le met en garde sur sa trop grande exposition médiatique : *«Je lui avais conseillé de ne pas trop en faire, affirme Frédéric Loiseau, directeur de cabinet du préfet de l'Hérault. Il n'a pas vraiment écouté.»*

Deux épisodes surtout vont rester en travers de la gorge des fidèles. Le premier intervient lors de la cérémonie marquant la fin du ramadan, en juillet 2014. A l'époque, la bande de Gaza est bombardée. Des fidèles ont étendu à terre, sur le terrain où sont réunies 10 000 personnes, un grand drapeau palestinien. Lorsqu'il le découvre, l'imam s'énerve et le ramasse. *«Il s'agissait de se retrouver pour un moment de prière, de quiétude. L'heure n'était pas aux affaires politiques, expliquait-il aujourd'hui. Je ne pouvais donc pas laisser ce drapeau là, au milieu des fidèles.»* Mais ces derniers ne lui pardonneront pas son geste. *«Il disait ne pas vouloir importer le conflit israélo-palestinien, se souvient Ahmed. Cette posture plaisait aux politiques, mais ici, dans le quartier, ça n'allait à personne.»* Ses bonnes relations avec la communauté juive ne séduisent pas davantage : *«On l'avait surnommé l'imam du Crif [le Conseil représentatif des institutions juives de France]»*, raconte encore Ahmed.

Second épisode épineux, en janvier 2015 : l'imam «est Charlie», la Paillade beaucoup moins. *«Il ne voulait pas qu'on manifeste pour les enfants de Gaza, mais pour*

Charlie, oui», résume Mustapha. Lors du grand rassemblement du 11 janvier, un homme l'interpelle et filme la scène : «*Vous êtes Charlie ? Vous êtes Charlie ?*» L'imam répond calmement : «*Pour la liberté d'expression, je suis Charlie.*» L'homme s'énerve : «*Un journal qui a critiqué le Prophète ?*» La vidéo se retrouvera sur Youtube avec ce commentaire : «*Un chien qui est soumis qui ne défend pas la cause de l'islam.*»

Hangar glacial

Au fil des mois, Farid Darrouf voit ses fidèles s'éloigner - et rejoindre la salle de prière Aïcha, créée par le charismatique Khattabi. «*Il est très bien, s'enthousiasme Youssef. Il sait faire la part des choses, il est très ouvert, très intègre, pas radical, il écoute...*» «*Les gens préféraient Khattabi, ils l'ont donc suivi*», résume Hussein. Les jeunes, surtout, car «*il les apaise*», paraît-il. En effet : chaque vendredi, Mohamed Khattabi voit ses inconditionnels se presser aux portes de sa salle de prière, un vaste hangar glacial, au sud-ouest de Montpellier. Soupçonné de dériver vers l'extrémisme, l'homme est depuis longtemps sous surveillance. Lui dit jouer la transparence : tous ses prêches sont mis en ligne.

C'est précisément sur YouTube que les responsables de la mosquée de la Paillade disent avoir constaté les dégâts causés à leur imam par Mohamed Khattabi. «*Il critiquait mes prêches durant les siens, raconte Farid Darrouf. Ainsi, la communauté musulmane était sans cesse confrontée à deux discours antagonistes. Et moi je subissais cette pression constante.*» Certains se souviennent que ces règlements de comptes en ligne viraient parfois aux insultes.

A Montpellier, la communauté le sait déjà : ces deux-là sont incompatibles, l'un des deux semble devoir quitter la scène. Ce sera Farid Darrouf, conscient que sa vision réformiste n'est jamais vraiment passée dans son quartier. Lorsqu'il démissionne, on parle de «*menaces*» ; lui ne confirme pas, bien que sa famille ait quitté Montpellier. «*Oui, il nous a dit qu'il craignait pour sa sécurité, raconte Frédéric Loiseau, de la préfecture. On se voyait très régulièrement, à tel point qu'il a fini par être estampillé "imam de la préfecture". Cela l'a sans doute beaucoup desservi... De notre côté, on a trouvé vraiment dommage qu'il s'en aille.*»

Depuis, l'imam a rejoint sa famille en Alsace. Il est récemment repassé à Montpellier, le temps de participer à la remise de diplômes à une vingtaine d'étudiants de la fac de droit. Parmi eux, des imams, des aumôniers, des responsables associatifs... Tous ont suivi une formation intitulée «*Religions et société démocratique*», dédiée aux droits et devoirs de la liberté religieuse, et dans laquelle Farid Darrouf assure dix heures d'enseignement. «*Je parle des sectes, des origines de certains maux comme le salafisme, de la place de la femme, de la réforme de l'islam...*» Il sourit : «*Eh oui, je mets le doigt là où ça fait mal.*»

En évoquant son expérience à la Paillade, il estime que sa stratégie de changement n'a pas été aidée par les événements : *«J'ai tenté de débattre avec des jeunes qui vivaient avec l'Apocalypse, dans une vision très conflictuelle du monde. Mes sermons étaient incompatibles avec leur idéologie. Sortir d'une certaine vision archaïque, contextualiser le texte coranique, n'est pas accepté par tous.»*

«Rien à cacher»

Mohamed Khattabi, lui, continue à régler ses comptes sur YouTube. Dernièrement, il a traité de «vampire» Mohamed Sifaoui : connu pour ses prises de positions anti-islamistes, ce journaliste avait demandé, au nom de son association «Onze janvier», l'expulsion de Khattabi vers le Maroc... *«Sifaoui, comme le CFCM [Conseil français du culte musulman], ça fait longtemps qu'ils réclament ma tête, lâche l'imam. Ils détestent les imams populaires comme moi, ceux qui n'ont pas une langue de bois.»* Mohamed Khattabi affirme que ses rangs ne comptent aucun individu radicalisé, et que lui-même a été menacé par Daech en août 2014. *«Je n'ai rien à cacher, tous mes discours sont sur Internet.»* Les autorités, elles, estiment que ses «prêches anti-occidentaux» et ses références peuvent *«contribuer à faire basculer des fidèles vers la radicalisation.»*

Sa salle de prière et son domicile ont été perquisitionnés le 22 novembre. Depuis, l'homme est assigné à résidence. Son avocat, M^e Arié Alimi, a déposé un référé-liberté afin de faire lever cette mesure : l'affaire a été plaidée vendredi à Montpellier. Le tribunal administratif a rejeté sa demande. Mohamed Khattabi a reçu le soutien de Djamel Boumaaz, élu sur la liste FN au conseil municipal de Montpellier. Rien d'embarrassant pour l'imam : *«Boumaaz a été le premier à réagir à mon assignation. Il le fait en tant que musulman.»* Une autre pensée reconfortante pour Mohamed Khattabi, c'est la construction de sa future mosquée, projet pour lequel ses fidèles auraient déjà réuni 480 000 euros. Depuis les ennuis de l'imam, la page Facebook de ce projet affiche la couleur : un carré vert, dans lequel est inscrit *«Je suis Khattabi»*.

(1) Les prénoms des témoins ont été modifiés.